

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 43 (2016)
Heft: 5

Artikel: Politique : une nouvelle constellation sous la coupole du Palais fédéral
Autor: Müller, Jürg
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-911787>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 05.01.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Une nouvelle constellation sous la coupole du Palais fédéral

Une majorité de droite renforcée entre les luttes de pouvoir et un «tournant pour les partis bourgeois», une gauche isolée et en état d'alerte: peu à peu, les nouveaux rapports de force se mettent en place sur l'échiquier politique.

JÜRIG MÜLLER

Les socio-démocrates tirent la sonnette d'alarme: la majorité bourgeoise aurait «perdu tout sens des responsabilités concernant l'intérêt général du pays et le bien commun». Qui plus est, «La majorité de droite progresse en force, avec à sa tête l'UDC. L'ordre du jour n'est plus au consensus. L'UDC définit les grands axes, le PLR et le PDC les suivent docilement.» Cette analyse succincte mais non moins détonante du PS figure dans un «Appel à une politique d'opposition constructive» du 25 juin.

Ce mot d'ordre s'inscrit dans l'histoire du parti. En 1984, suite au refus de l'élection au Conseil fédéral de Lilian Uchtenhagen, la candidate officielle du Parti socialiste (PS), le président du parti Helmut Hubacher déclare, lors d'un congrès du PS, qu'il est favorable au maintien du PS dans le gouvernement et à la poursuite d'une politique d'opposition constructive. Dans les faits, la portée de cette déclaration s'est révélée limitée. Pourtant, cette déclaration de 1984 resurgit mot pour mot aujourd'hui.

«Politique agressive de cadeaux fiscaux»

L'état d'alerte des socio-démocrates remonte aux élections parlementaires d'octobre 2015 qui ont renforcé les partis de droite. Par ailleurs, l'UDC, le PLR et le PDC ont à leur tête depuis le printemps dernier de nouveaux chefs de file – Albert Rösti, Petra Gössi et Gerhard Pfister – issus eux-mêmes de l'aile droite de leurs propres partis. Selon le président du PS Christian Levrat, les partis de droite suivent une politique agressive de cadeaux fiscaux. Le président du Parti socialiste cite l'exemple

Christian Levrat, président du PS, ici à l'assemblée des délégués du PS Suisse en juin 2016 à Coire, se dit en faveur d'une nouvelle politique d'opposition constructive de son parti.

Photo Keystone



éloquent de la 3^e réforme de l'imposition des entreprises. À elle seule, elle coûterait environ 1,5 milliard de pertes fiscales pour la Confédération. Le PS a donc lancé un référendum contre cette réforme, ouvrant ainsi un premier champ de bataille dans sa politique d'opposition constructive.

La conseillère nationale bernoise Regula Rytz, présidente du parti des Verts, évoque «l'heure des idéologues» chez les partis bourgeois et de droite. Le clientélisme politique à court terme a remplacé la recherche d'un équilibre social. La ligne politique suivie sur les plans financier et fiscal est particulièrement agressive. Mais cette politique de démantèlement massive, qui remet en question l'engagement international et le système de formation du pays, n'a pas échappé au peuple Suisse, ce qui pourrait rapidement compliquer la tâche des politiques. Regula Rytz souligne également le fort glissement du PDC à droite. La stratégie énergétique a par exemple encore bénéficié au parti durant la dernière législature, mais désormais, «il participe à la réduction des objectifs».

Le PDC semble changer d'orientation sous la houlette de son nouveau

président Gerhard Pfister. Ce dernier affiche en effet un programme ambitieux. Plusieurs mois avant les élections à l'automne 2015, il rédigeait dans la «Basler Zeitung» un article intitulé «Gedanken zu einer bürgerlichen Trendwende» (Réflexions sur un tournant des partis bourgeois). Au sein du Parlement, «le parti socio-démocrate impose son calendrier sur des questions clés» alors même que les partis bourgeois bénéficient d'une nette majorité. La raison? Le PLR et le PDC ont trop élargi leur programme. Une «renaissance de la politique bourgeoise» est nécessaire. Mais pour cela, «l'UDC doit limiter sa radicalisation, le PLR ses revendications et le PDC son calendrier arbitraire».

Un tournant des partis bourgeois?

C'est une critique claire adressée à son prédécesseur Christophe Darbellay, qui entretenait des liens étroits avec les petits partis centristes des Vert' libéraux et des bourgeois-démocrates (PBD). Dans un article paru dans le numéro de juin du magazine «Schweizer Monat», Gerhard Pfister prend clairement ses distances par

rapport à ces deux partis. «Ils ne jouent aucun rôle dans le tournant des partis bourgeois», déclare le nouveau chef du parti. Le tournant, terme souvent employé, Gerhard Pfister l'entrevoit en premier lieu dans les «positions communes» avec l'UDC et le PLR.

Mais les trois partis doivent encore trouver une position commune sur des questions déterminantes. Le conseiller national bernois et président de l'UDC Albert Röstli se montre plus réservé dans un entretien qu'il a accordé à la «Revue Suisse». La collaboration entre les trois nouveaux chefs de parti est certes excellente et se déroule dans un «climat de confiance». Mais les chefs de parti n'ont pas de projet commun et ne collaborent qu'au cas par cas. Par ailleurs, les têtes de parti jouent un rôle moindre que les rapports de force qui ont évolué au sein du Parlement et du Conseil fédéral. On peut toutefois noter une «certaine amélioration» dans les domaines de la fiscalité et des redevances, avec la 3^e réforme de l'imposition des entreprises. Concernant la stratégie énergétique également, quelques cas problématiques ont pu être réglés et d'anciennes décisions du Parlement, renversées.

Une politique européenne sans unité des partis bourgeois

Mais cela ne doit pas masquer les profondes divergences qui existent au sein des partis bourgeois, notamment en matière d'asile, de migration et de politique européenne. Pour Albert Röstli, la position du PLR au sujet de l'initiative contre l'immigration de masse est gênante, car les libéraux sont contre une mise en œuvre systématique de cette initiative. Albert Röstli déclare également «décevante» la position du Conseil fédéral, qui malgré une nette majorité UDC/PLR, prend plusieurs décisions de gauche.

Pour Petra Gössi, conseillère nationale du canton de Schwytz et présidente de PLR Suisse, très peu de

choses ont finalement changé: «Le Parlement ne fonctionne pas très différemment depuis les élections de 2015, il existe encore des majorités variables». Sur les questions de politique sociale, il est très probable que l'on assiste à des ententes entre le PLR et le PS. Les questions de politique financière, fiscale et économique dominant actuellement l'ordre du jour, des accords sont trouvés en premier lieu parmi les partis bourgeois, facilités également par la mise en place de majorités plus nettes.

Toutefois, Petra Gössi critique l'UDC sur un point central: «L'UDC met tout en œuvre pour faire échouer les accords bilatéraux avec l'UE. Elle joue un jeu dangereux. Nous ne souhaitons pas fixer de limites ou des contingents dans la mise en œuvre de l'initiative en faveur de l'immigration de masse. Pour le PLR, la conclusion des accords bilatéraux est la priorité».

Pour Claude Longchamps, politologue et responsable du centre de recherche GfS Berne, le PLR a tracé des lignes rouges claires parce qu'il souhaite sauver absolument les accords bilatéraux pour des raisons économiques. Sur cette question, les libéraux et la gauche partagent des positions communes. Mais depuis les élections de l'année dernière et du fait de la présence de nouveaux présidents à la tête des trois partis bourgeois, la marge de manœuvre du PS s'est considérablement réduite. Comme avant, le Conseil des États ne fonctionne pas vraiment de manière partisane, mais il compte toujours son lot d'alliances variables et de conseillers aux États qui sortent des rangs. Au sein du Conseil national et du Conseil fédéral toutefois, un changement d'orientation se dessine clairement.

Plus de majorité d'origine

Claude Longchamps explique qu'au Conseil fédéral, le PS a perdu sa majorité d'origine en raison de la double

représentation de l'UDC et du PLR. Jusqu'à présent, cette majorité avait fonctionné grâce à la conseillère fédérale Eveline Widmer-Schlumpf, issue du petit parti du PBD. «Le tournant énergétique mais aussi la politique bancaire reposait sur la constellation suivante: 2 PS, 1 PDC et 1 PBD.» Le conseiller fédéral PLR Didier Burkhalter est donc devenu aujourd'hui une pièce maîtresse de l'échiquier. Si son vote rejoint parfois celui du centre-gauche, «il n'est pas rattaché à cette constellation», explique Longchamps. Bien au contraire: son vote est étroitement surveillé, notamment par l'UDC, qui voit dans le PLR son principal partenaire.

Le politologue note également une lutte de pouvoir entre le PLR et le PDC. Avec à leur tête le nouveau président, Gerhard Pfister, les démocrates-chrétiens souhaitent être considérés, par rapport au PLR, comme le parti qui défend le mieux les valeurs économiques; ils sont également prêts à collaborer davantage avec l'UDC qu'avec le PLR sur les questions de politique agricole et commerciale. Gerhard Pfister souhaite davantage positionner le PDC comme nouvelle force du centre et défend des valeurs conservatrices en matière de politique sociale et familiale. «Son prédécesseur Christophe Darbellay regardait à gauche et à droite et prenait ce qui l'intéressait», dit Claude Longchamps. Cela laissait une certaine marge de manœuvre au PS. Le président du PS Christian Levrat a pu, avec des «offres raisonnables» faites au PDC et PBD dans quelques domaines politiques, trouver les majorités nécessaires et participer ainsi également au calendrier politique. Mais cela ne fonctionne plus aujourd'hui: «La gauche ne dispose plus de plan de bataille qui lui permettrait de trouver de manière active des majorités», selon Claude Longchamps.